LE **POINT DE VUE**

*d'*Ylli Bajraktari
et André Loesekrug-Pietri

Le nouveau champ de bataille est technologique

Le monde est entré dans une nouvelle guerre froide technologique qui redéfinira les équilibres mondiaux. Les régimes autoritaires militarisent la technologie, leur obsession de surveillance menace les démocraties. L'Occident doit choisir : relever le gant ou céder.

Aujourd'hui, la liberté est en jeu sur le champ de bataille sanglant de l'Ukraine ; demain, la ligne de front pourrait se trouver à Taipei, gravée dans le silicium autant que dans l'acier. Parce que Taïwan produit les puces de 2 nanomètres les plus avancées, mais aussi parce que c'est une démocratie florissante et un centre technologique mondial, à 160 km d'un pays doté de l'une des plus grandes armées, déterminé à ramener l'île dans son giron s'il le faut par la force.

Tout comme l'après-guerre a exigé un front uni contre l'expansionnisme soviétique, nous sommes aujourd'hui confrontés à un défi existentiel. Il ne s'agit pas seulement d'une course à l'espace, mais aussi de biologie, de quantique, d'intelligence artificielle, de matériaux… Une alliance transatlantique revitalisée, moins dépendante de cycles bureaucratiques sans fin, offre une voie vers le leadership technologique.

Les Etats-Unis et l'UE pourraient élaborer une stratégie commune audacieuse, renforcer leur capacité d'anticipation, avoir une approche stratégique de la réglementation, conjuguer leurs complémentarités et leurs moyens.

Pour l'Europe, cela inclut l'outillage avancé pour les puces et les lasers, l'IA et le quantique à Paris ou à Oxford, la génomique à Lausanne ou à Heidelberg. Pour les Etats-Unis, il s'agit des récentes percées dans la fusion nucléaire, la biologie de synthèse ou l'espace.

Nous avons besoin de chaînes d'approvisionnement résilientes, alors que notre dépendance ne fait que grandir : la Chine fournit déjà… 90 % des aimants pour les éoliennes offshore.

> Les démocraties doivent passer à l'offensive contre les ambitions techno-autoritaires de la Chine.

Elle domine les matériaux critiques, mettant en péril les efforts de l'Europe sur les batteries ou les semi-conducteurs. Le Chips Act européen constitue le début d'un plan d'action, mais il faut à présent faire des grands paris en commun pour inventer le futur, et non se le voir imposer par d'autres.

Les démocraties doivent passer à l'offensive contre les ambitions techno-autoritaires de la Chine. Le partage de renseignements peut mettre en lumière les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement, ouvrant ainsi la voie au « friendshoring » entre partenaires partageant les mêmes idées. Il faut arrêter les calculs financiers à courte vue qui font le jeu de ceux qui considèrent la technologie comme un moyen d'oppression et non d'émancipation.

Le leadership transatlantique doit renforcer les valeurs démocratiques et l'autonomie stratégique de tous. Les partenariats avec le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et l'Australie offrent la force du nombre. Nous pouvons offrir aux pays en développement un modèle alternatif d'autonomie technologique. La guerre cognitive est déjà en cours et la gouvernance mondiale du monde numérique est en jeu : l'Occident doit prendre l'initiative d'établir des règles – et de développer des technologies – qui favorisent l'esprit critique et la protection de la vie privée, et ne pas laisser naïvement nos sociétés sombrer dans la fragmentation, la haine ou la désinformation.

De la même manière que nous avons réussi à trouver un vaccin en huit mois, en nous appuyant sur l'expérimentation tous azimuts et des décennies de science fondamentale, les conséquences de l'inaction se répercuteraient sur nos économies et notre sécurité. Les démocraties risqueraient d'être dépassées dans les technologies qui façonnent l'avenir. Un partenariat technologique transatlantique solide est un impératif. Il est temps d'arrêter les grands discours et d'agir, pour nos concitoyens – le destin des sociétés libres et ouvertes en dépend.

Ylli Bajraktari est CEO du Special Competitive Studies Project (SCSP). **André Loesekrug-Pietri** est président et directeur scientifique de la Joint European Disruptive Initiative (Jedi), l'Arpa européenne.

Dessin Mailys Glaize pour « Les Echos »